



Après le Prix RSF, l'épouse de Habib Marouane Camara menacée : TLP-Guinée exige la protection de l'État.

La Coordination de TLP-Guinée alerte sur les menaces graves dont fait l'objet **Mme Mariama Lamarana Diallo, épouse du journaliste Habib Marouane Camara**, enlevé par l'Etat depuis 1 an et 6 mois. Trois semaines après la remise à son époux du Prix Mohamed Maïga du journalisme d' investigation par Reporters Sans Frontières le 1er juin 2026, Mme Diallo a reçu des appels nocturnes à numéro masqué et a été filmée par un inconnu dans sa boutique avant que ce dernier ne rejoigne une voiture stationnée. Ces actes ont poussé Mme Diallo à fermer sa boutique et à craindre pour sa vie. Son visage, désormais associé à celui d'un journaliste victime de disparition forcée, la met en danger au quotidien.

Quand une femme qui a reçu un prix international au nom de la liberté de presse est intimidée sur sa propre terre, c'est la Guinée tout entière qui recule. Cibler l'épouse d'un journaliste, c'est viser la liberté d'informer et tenter de faire taire par la peur. La Constitution guinéenne et les conventions internationales ratifiées par la Guinée font de la protection des citoyens un devoir inconditionnel de l'État, sans délai ni distinction. Le silence face à ces intimidations équivaudrait à une complicité passive.

La Coordination de TLP-Guinée exhorte le Gouvernement Guinéen à garantir immédiatement la sécurité physique de **Mme Mariama Lamarana Diallo et de ses enfants mineurs**. Protéger les familles de journalistes n'est pas un geste de bonne volonté. C'est une obligation régaliennne, la condition minimale de l'État de droit, et le test de crédibilité de la gouvernance en cours.

Fait à Conakry, le 21 juin 2026

La Coordination Nationale de TLP-Guinée

Contact presse : tlpguinee@tournonslapage.org /+224 620 488 477